

Marx et les Cosaques ukrainiens

Notre étude s'appuie sur un document historique unique : le résumé de Karl Marx de l'ouvrage de Mykola Kostomarov intitulé *Le hetmanat de Vyhovsky*. Ce texte a été rédigé par Marx entre la fin de l'année 1879 et le début de l'année 1880, alors qu'il menait des études approfondies sur l'histoire de l'Europe de l'Est. Dans ces notes, l'auteur du *Capital* concentre son attention sur l'une des périodes les plus dramatiques de l'Ukraine : la guerre civile ukrainienne de 1657 à 1659 et les tentatives d'Ivan Vyhovsky d'organiser la souveraineté de l'Ukraine.

Le destin de ce manuscrit en Ukraine est assez dramatique. En 1929, le résumé fut traduit en ukrainien et préparé pour l'impression par l'Institut ukrainien du marxisme-léninisme. En novembre 1929, Mykola Skrypnyk, alors commissaire à l'éducation de la RSS d'Ukraine, a publiquement fait état de l'existence de ces notes. Dans le journal *Visti VUTSK* (n°275 du 27 novembre 1929), il a explicitement qualifié les points de vue du fondateur du marxisme sur l'histoire ukrainienne de particulièrement pertinents pour la situation politique de l'époque.

Pour Skrypnyk, ces « réflexions intéressantes » n'étaient pas simplement une découverte d'archives, mais un outil permettant de fonder le concept de la « Cosaquerie rouge ». Il affirmait que le prolétariat ukrainien était l'héritier de « tout ce qui, dans la lutte historique ancestrale des masses laborieuses ukrainiennes, et s'était opposé à l'oppression sociale et politique ». Skrypnyk soulignait que la classe ouvrière devait reconnaître comme ses prédécesseurs les chefs des guerres cosaques.

Cependant, la publication annoncée par Skrypnyk en 1929 n'a jamais vu le jour. Le manuscrit a en effet été mis de côté pendant des décennies. Ce n'est qu'en 1993, dans une Ukraine désormais indépendante, que l'historien Vitaliy Sarbey a publié et analysé cette publication. Dans cette contribution, nous tentons, à partir de ces notes que Mykola Skrypnyk jugeait « extrêmement intéressantes », de reconstituer la vision de Marx sur l'Ukraine.

Dans ses notes historiques, Karl Marx considère les Cosaques comme une communauté sociale spécifique, qui s'est formée à la frontière entre de grandes puissances. Selon lui, les Cosaques sont apparus à la suite de la fuite de divers groupes de population – principalement des paysans qui refusaient de se soumettre à l'oppression féodale, ainsi que d'autres éléments en quête de liberté individuelle. Ainsi, la communauté des Cosaques apparaît comme un groupe d'origines diverses, mais unie par l'aspiration à la liberté. Les Cosaques n'étaient pas une paysannerie au

sens habituel du terme, mais constituaient une sorte d'organisation « militaro-démocratique » comportant des éléments d'autonomie. Leur organisation reposait sur l'élection des chefs, les décisions collectives et une relative égalité entre les membres de la communauté, ce qui les distinguait radicalement des relations féodales en vigueur dans les États voisins.

Karl Marx souligne également le caractère frontalier de la communauté des Cosaques : ils remplissaient la fonction de rempart militaire de l'Europe contre les peuples asiatiques tout en restant une force semi-indépendante, susceptible d'agir tant comme alliée que comme adversaire du pouvoir étatique. C'est précisément cette dualité – entre liberté et rempart de protection – qui déterminait leur situation.

Dans le même temps, la cosaquerie ukrainienne a longtemps été sous l'autorité de la République des Deux Nations¹ et, à un certain stade, a obtenu d'elle une série de privilèges importants. Il s'agissait avant tout d'une exemption d'impôts et de la plupart des obligations (à l'exception du service militaire), d'un statut administratif particulier et d'un système judiciaire propre, de la liberté de choisir son lieu de résidence et ses activités, ainsi que du droit à la propriété foncière. Ces droits concernaient avant tout la cavalerie enregistrée, reconnue par l'État comme une force militaire distincte.

C'est toutefois là qu'est apparue une contradiction fondamentale. D'une part, les Cosaques aspiraient non seulement à conserver, mais aussi à étendre leurs privilèges – notamment à obtenir une reconnaissance politique et à participer à la Sejm [parlement] de la République des Deux Nations, c'est-à-dire, en fait, à être mis sur un pied d'égalité avec la noblesse. D'autre part, la noblesse au pouvoir de la République des Deux Nations refusait systématiquement d'admettre les Cosaques dans le système politique et, de surcroît, s'attaquait aux droits qui leur avaient déjà été accordés.

Cette offensive s'est traduite par une réduction du registre des Cosaques², une limitation de leur autonomie administrative et des tentatives visant à ramener une grande partie des Cosaques au statut de paysans dépendants. Ainsi, le conflit présentait un double caractère : les Cosaques luttèrent pour l'extension de leurs droits et de leur statut social, tandis que la noblesse cherchait à préserver son monopole sur le pouvoir politique et à renforcer son contrôle sur la communauté cosaque.

C'est précisément cette contradiction – entre l'aspiration des Cosaques à la reconnaissance et l'offensive de la noblesse contre leurs droits – qui a constitué l'un des principaux facteurs à l'origine de l'explosion des soulèvements cosaques du milieu du 17^e siècle, et qui ont par la suite débouché sur une guerre de grande ampleur sous la conduite de Bohdan Khmelnytsky³. Karl Marx souligne plusieurs facteurs qui ont conduit au

déclenchement de la révolte de Khmelnytsky et qui ont continué à la nourrir tout au long de son déroulement.

Le premier facteur important de cette flambée, selon lui, fut l'aspiration des Cosaques à des droits politiques, en particulier leur désir de participer à la Sejm. Dès 1632, au nom de la communauté cosaque ukrainienne, une requête avait été adressée au roi Vladislav IV concernant le droit de participer aux séances et la possibilité d'élire des représentants à la Sejm de la République des Deux Nations, mais la majorité de la Sejm s'y était opposée.

Le deuxième facteur fut la détérioration brutale de la situation des Cosaques après les défaites des soulèvements de 1637 et 1638, lors desquels ils furent privés de leurs privilèges. En réalité, on tenta de transformer une grande partie des Cosaques en serfs. Un rôle important a également été joué par le facteur de la catholicisation forcée, qui touchait non seulement les Cosaques, mais aussi des couches plus larges de la population. La pression religieuse engendrait la haine envers l'élite dominante et aggravait le conflit entre la population orthodoxe et l'élite catholique de la République des Deux Nations. Dans le même temps, la noblesse renforçait sa solidarité de classe et ses privilèges, en s'efforçant de consolider encore davantage sa position dominante.

Karl Marx remarque que la paysannerie, qui aspirait à se libérer du joug féodal, rejoignait massivement le mouvement cosaque. Une grande partie des paysans russes (ukrainiens) et lituaniens (biélorusses) a soutenu le soulèvement, ce qui lui a conféré un caractère social très large et l'a transformé en un mouvement populaire.

Un autre facteur important fut l'aspiration de tout le peuple à devenir cosaque, c'est-à-dire des hommes libres. Le gouvernement de la République des Deux Nations tentait de limiter le nombre de cosaques inscrits sur le registre, alors que de plus en plus de personnes souhaitaient rejoindre cet État. Cette contradiction a provoqué une explosion lorsque, à l'appel de Khmelnytsky, des fractions importantes de la population ont pris les armes.

Après les premiers succès de la révolte, une stratification sociale s'est opérée au sein des Cosaques. Une partie de la noblesse cosaque et des officiers supérieurs a obtenu des privilèges et des domaines, tandis que les simples Cosaques et les roturiers se sont retrouvés dans une position subordonnée. Seul un nombre limité de personnes fut inscrit au registre des Cosaques, ce qui suscita un nouveau mécontentement parmi les larges masses.

Par la suite, le pouvoir de l'hetman s'affermi (à la fin de l'époque de Khmelnytsky), s'éloignant de plus en plus des assemblées populaires. Le pouvoir se concentrait entre les mains de l'officier supérieur, ce qui

entraînait une montée en puissance des colonels et des centeniers [officiers] ainsi qu'un affaiblissement du rôle du conseil général.

Les couches de la population mécontentes, en particulier les simples Cosaques, fuyaient souvent vers la Zaporogue⁴. Là, une rivalité s'installa avec le pouvoir de l'hetman, car les Zaporogues aspiraient à l'autonomie, à une influence sur les affaires de l'ensemble de l'Ukraine et à la participation à l'élection de l'hetman. Les changements fréquents de dirigeants, provoqués par les manifestations populaires, créaient une instabilité supplémentaire.

Il n'y avait pas non plus d'unité au sein même de l'élite cosaque. Les représentants de l'élite poursuivaient souvent leurs propres intérêts, intriguaient les uns contre les autres, ce qui affaiblissait l'intégrité interne de l'État cosaque.

Cette instabilité interne – la division entre l'élite et le peuple, la rivalité entre la Zaporogue et le pouvoir de l'hetman, l'absence d'unité au sein même de l'élite – a créé les conditions d'une grave crise politique après la mort de Khmelnytsky. C'est précisément dans ces conditions que se sont manifestées le plus pleinement les contradictions de classe et nationales, que Karl Marx a analysées à partir de l'époque de l'hetmanat d'Ivan Vyhovsky.

Dans son résumé de l'ouvrage de Mykola Kostomarov *L'hétmanat de Vyhovsky*, Karl Marx note qu'après la mort de Bohdan Khmelnytsky, deux partis politiques se sont formés en Ukraine – « le parti polonais et le parti russe, chacun étant opposé tant aux Polonais qu'aux Russes ».

Selon lui, le parti polonais regroupait principalement l'élite sociale : la plupart des officiers supérieurs, des notables et des personnes instruites, « ainsi que de nombreux membres de la noblesse qui avaient combattu les Polonais ou qui cherchaient simplement à préserver leurs domaines en Ukraine et la foi grecque ; le haut clergé – issu de la noblesse. Enfin, les riches artisans des villes, favorables à une union fédérative avec les Polonais pour préserver leurs droits de Magdebourg⁵ ».

Karl Marx ironise sur leur position : « Les Ukrainiens, craignant la Pologne, se réfugiaient sous la protection polonaise. Ils étaient opposés à la souveraineté polonaise, mais nullement à l'organisation sociale polonaise ; ils souhaitaient une fédération avec les Polonais ». Il attribue le rôle principal dans ce courant à Ivan Vyhovsky lui-même : « Vyhovsky, secrétaire général sous Khmelnytsky, qui nourrissait également l'idée d'une alliance fédérative avec les Polonais, était celui qui la soutenait le plus ; au moment de la mort de Khmelnytsky, il était à la tête du parti fédératif ».

Marx caractérise tout à fait différemment le « parti russe », qui s'appuyait avant tout sur les larges masses populaires : « D'un autre côté, les masses sous le tsar de Moscou craignaient l'économie aristocratique polonaise. En cas d'unification de l'Ukraine avec la Pologne, les notables agiraient comme la noblesse polonaise, et les simples Cosaques ainsi que toute la population tomberaient en esclavage sous la nouvelle seigneurie. Les autocrates moscovites, au contraire, protègent les faibles des forts. »

À la tête de ce parti, selon Marx, se trouvaient : « le colonel de Poltava Martin Pushkar ou Pushkarenko, très populaire et dévoué à Moscou ; les Zaporogues, par haine des nobles et des notables qui composaient le parti fédéral, restaient fidèles aux Moscovites », ainsi que « le pilier des Moscovites, Barabash », qui était « à la tête de la plèbe zaporogue (c'est-à-dire des Cosaques zaporogues) ».

Dans le même temps, Karl Marx souligne que, même si une partie de la population était tournée vers la Moscovie, l'attitude du peuple ukrainien à son égard était loin d'être univoque :

« Or, le peuple de la Petite-Russie [Ukraine] haïssait les Moscovites, malgré leur religion et leur origine communes ; entre les deux branches du peuple russe, la différence de mœurs, de caractère, de concepts et de modes de vie est trop grande ; l'histoire de toute la série de siècles précédents les a séparés ; ils voyaient dans les Moscovites non seulement des étrangers, mais aussi des adversaires ; les actes sauvages et arbitraires des soldats du tsar irritaient le peuple, et déjà à cette époque circulait la rumeur que Moscou voulait envahir l'Ukraine avec ses hordes (ses hommes) et imposer de force ses coutumes moscovites aux Petits-Russes [Ukrainiens] ».

Ainsi, dans la vision de Marx, la société ukrainienne de cette période était profondément divisée tant sur le plan social que sur le plan politique, ce qui a largement déterminé le cours ultérieur des événements.

Il convient ensuite d'examiner la manière dont Karl Marx caractérise la politique de la Moscovie en Ukraine. En analysant les événements de 1658, il attire l'attention sur la décision du Conseil de Pereïaslav, au début du mois de février. Selon lui, la partie moscovite a ouvertement déclaré son intention de déployer ses troupes dans les villes ukrainiennes clés – Tchernihiv, Nijyn, Pereïaslav, Kyiv et d'autres – soi-disant à des fins de défense. Cependant, Marx précise ensuite sans détour que, dans les faits, « elles devaient être des troupes d'occupation selon le droit russe ».

La description du traité de Hadiach n'en est pas moins révélatrice. Marx note qu'à Hadiach, les émissaires polonais et petits-russes ont élaboré les conditions d'une fédération avec la Pologne, selon lesquelles « la Petite-Russie devait former un grand-duché russe (dirigé par le prince Vyhovsky), et les Cosaques devaient être placés sur un pied d'égalité avec

la noblesse ». Dans le même temps, il souligne la contradiction interne de ce projet : une partie des officiers supérieurs aspirait à étendre ces droits à un cercle restreint, tandis que « les simples Cosaques étaient attirés par des "promesses générales" ».

Dans ce contexte, Karl Marx souligne que le traité de Hadiach, adopté à Varsovie, aurait en fait signifié le rétablissement et le renforcement de l'ordre nobiliaire en Ukraine – un ordre qui suscitait une haine profonde parmi les masses populaires. C'est précisément pour cette raison, conclut-il, que « tout ce projet est ainsi voué à l'échec ».

Marx note que presque toutes les forces se sont opposées à la politique de Vyhovsky. D'une part, les larges masses populaires, qui ne souhaitent pas revenir sous le pouvoir de la noblesse ; d'autre part la Moscovie, qui s'immisçait activement dans les affaires ukrainiennes. Il attire l'attention sur le fait que les Moscovites, qui se tenaient à la frontière orientale et avaient auparavant subi une défaite face à Vyhovsky et à ses alliés (les Tatars de Crimée), se préparaient officiellement à battre en retraite, mais conservaient en réalité leurs positions. En particulier, Marx souligne que les voïvodes russes restaient dans les villes clés, et que le voïvode Vasili Sheremetev « s'impose à Kyiv par sa barbarie, désormais en marche triomphale ».

Ainsi, dans la vision de Marx, l'échec du traité de Hadiach était dû à la fois à la résistance sociale venue d'en bas et à l'intervention active de la Moscovie, qui a exploité les contradictions internes de la société ukrainienne pour renforcer son propre contrôle.

À la fin de son texte, Karl Marx met en lumière le caractère contradictoire du comportement politique des masses populaires en comparant deux situations : la lituanienne et l'ukrainienne.

D'une part, en Lituanie, le peuple et une partie de la paysannerie jouent le rôle d'une force s'opposant au pouvoir moscovite. Là-bas, « les serfs s'enrôlaient de leur propre chef chez les Cosaques », c'est-à-dire qu'ils tentaient de passer à un statut leur garantissant la liberté individuelle. L'administration moscovite, au contraire, réprime sévèrement ce processus : « les Moscovites tentent de l'éradiquer dans la partie de la Lituanie qu'ils occupent », interdisent l'enrôlement chez les Cosaques, punissent les paysans et les officiers cosaques. Dans ce cas, les classes populaires agissent objectivement comme une force qui sape l'ordre moscovite et lui oppose une résistance.

D'un autre côté, en Ukraine, Marx constate une situation inverse. Ici, une partie du « petit peuple » et des Zaporogues, au contraire, adopte des positions pro-moscovites et « complotent contre Vyhovsky ». Divers éléments fuient vers la Zaporogue, non seulement des personnes persécutées, mais aussi des groupes socialement précaires qui ne

soutiennent pas le pouvoir de l'hetman : « ceux qui risquent un procès, ceux qui vagabondent, ceux qui boivent, fuient également en Zaporogue ». Ces groupes se tournent vers Moscou et y envoient des délégations, tentant d'obtenir le soutien du tsar contre le gouvernement de l'hetman.

Ainsi, Marx souligne le contraste : une seule et même couche sociale – la « plèbe » et la base de la communauté cosaque – apparaît en Lituanie comme une force anti-moscovite, tandis qu'en Ukraine, elle est utilisée comme un facteur pro-moscovite dans la lutte politique interne. Cela démontre que sa position n'était pas déterminée par des critères ethniques ou « nationaux », mais par des intérêts sociaux et la situation politique concrète.

Le texte du manuscrit s'achève ici. Karl Marx n'indique pas explicitement lequel des deux partis – celui d'Ivan Vyhovsky ou celui de Martin Pushkar, il considère comme le plus progressiste. Toutefois, cette conclusion peut être tirée en s'appuyant sur d'autres travaux de Marx et d'Engels. À notre avis, la guerre civile ukrainienne de 1657-1659 peut, dans une certaine mesure, être comparée à la guerre civile allemande de 1522-1526.

Friedrich Engels considérait la noblesse allemande (avant tout la chevalerie impériale) comme « l'état le plus national ». Premièrement, cette noblesse était directement subordonnée à l'empereur, et non aux princes territoriaux ; son existence politique et son indépendance dépendaient donc du maintien d'un pouvoir impérial unifié ; l'affaiblissement de l'Empire et le renforcement des princes signifiaient pour elle une perte de liberté et une subordination. Deuxièmement, de par sa profession militaire et sa position vis-à-vis des princes, cette noblesse se présentait comme le principal vecteur de l'idée impériale – c'était l'état qui s'identifiait le plus étroitement à l'intégrité de l'Allemagne en tant que nation, alors que les princes incarnaient la fragmentation et les intérêts régionaux. Troisièmement, Engels soulignait que le déclin du pouvoir impérial menaçait directement l'existence de cette frange de la noblesse, c'est pourquoi son propre destin s'identifiait subjectivement à celui de la nation allemande : plus le pouvoir impérial était fort, plus l'Allemagne était unie, plus la noblesse elle-même était forte.

Le programme de réforme impériale, formulé par Ulrich von Hutt (représentant théorique de la noblesse) en collaboration avec Franz von Sickingen (chef militaire et politique), était assez radical pour cet État. Elle prévoyait : la destitution de tous les princes, considérés comme les vecteurs de la fragmentation ; la sécularisation de tous les principautés ecclésiastiques et des biens de l'Église ; l'instauration d'une démocratie nobiliaire dirigée par un monarque – sur le modèle de la République de Pologne à son apogée ; la destruction de la puissance du clergé et la libération de l'Allemagne de l'autorité spirituelle de Rome. Hutten et Zickingen espéraient que, grâce à la domination de la noblesse en tant

qu'ordre militaire, à la liquidation de la fragmentation princière et au dépassement de l'influence de l'Église, ils pourraient rendre l'Empire à nouveau uni, libre et puissant.

Cependant, Engels souligne la contradiction interne de ce programme : la démocratie nobiliaire, fondée sur le servage (comme dans la République des Deux Nations), était l'une des formes sociales les plus primitives, qui évoluait naturellement vers une hiérarchie féodale développée. De plus, une alliance entre la petite noblesse et les villes (semblable à celle qui, en Angleterre, avait conduit à la transformation de la monarchie féodale et corporative en une monarchie constitutionnelle bourgeoise) s'est avérée impossible dans le contexte allemand. Tout aussi impossible était l'alliance entre la noblesse et la paysannerie, car la noblesse n'était pas prête à renoncer volontairement à ses droits et privilèges féodaux vis-à-vis des paysans, tandis que la paysannerie ne pouvait s'allier à l'Etat qui l'opprimait le plus.

« L'attitude de la noblesse allemande envers les paysans était alors exactement la même que celle de la noblesse polonaise envers sa paysannerie lors des soulèvements de 1830 et 1846. »

Tout comme lors des soulèvements polonais contemporains, en Allemagne à cette époque, le mouvement ne pouvait espérer réussir qu'en cas d'alliance de tous les partis d'opposition, en particulier entre la noblesse et les paysans. Or, c'est précisément cette alliance qui, dans les deux cas, était impossible. Non seulement la noblesse n'était pas confrontée à la nécessité de renoncer à ses privilèges politiques et à ses droits féodaux sur les paysans, mais la paysannerie aux tendances révolutionnaires ne pouvait pas non plus, se contentant de perspectives générales et incertaines, conclure une alliance avec la noblesse, avec cette classe sociale qui l'opprimait justement le plus. Tant en Pologne en 1830 qu'en Allemagne en 1522, la noblesse ne pouvait plus rallier les paysans à sa cause.

Seule l'abolition totale du servage et de la dépendance féodale, ainsi que le renoncement de la noblesse à tous ses privilèges, auraient pu inciter la population rurale à s'unir à elle ; mais, à l'instar de toute classe privilégiée, la noblesse n'éprouvait aucune envie de renoncer volontairement à ses privilèges, à sa position particulière, ni à la plupart de ses sources de revenus.

Cependant, avant d'établir des parallèles entre les mouvements allemand, ukrainien et polonais, il convient de s'arrêter sur l'un des principes fondamentaux de la philosophie de l'histoire marxiste : la conception de la révolution nobiliaire. Pour Marx et Engels, une telle révolution apparaissait comme un phénomène profondément contradictoire : conservatrice dans ses objectifs sociaux (elle ne remettait pas en cause la domination des classes privilégiées), elle pouvait en même temps constituer une avancée

historique, car elle brisait les formes archaïques du despotisme, affirmait les institutions républicaines et créait un espace politique, dans lequel des changements sociaux plus radicaux pouvaient par la suite se développer. Marx et Engels distinguent deux aspects de l'évaluation des mouvements nobiliaires : l'aspect social (la situation de la paysannerie et des autres classes opprimées) et l'aspect politico-historique (le type de régime politique).

Dans son écrit, Friedrich Engels indique clairement : « Le soulèvement de 1830 n'était ni une révolution nationale (il a laissé de côté les trois quarts de la Pologne), ni une révolution sociale ou politique ; il n'a rien changé à la situation intérieure du peuple ; c'était une révolution conservatrice ». Autrement dit, l'aristocratie polonaise ne luttait pas pour l'abolition du servage ou la démocratisation, mais pour la préservation de ses privilèges de classe face aux empiètements de l'empereur russe.

Par ailleurs, dans la polémique contre le *Kölnische Zeitung* au sujet de la Hongrie, Friedrich Engels défend précisément ce type de mouvement : « En 1830, lorsque les Polonais se sont soulevés contre la Russie, a-t-on parlé d'une "caste aristocratique" à la tête de la révolte ? Il s'agissait alors avant tout de chasser les étrangers. Toute l'Europe était du côté de la "caste aristocratique", qui dirigeait sans aucun doute le mouvement ».

La thèse la plus importante, qui traverse tous ses textes : le type de régime politique revêt une importance décisive, même si ce régime est loin de la justice de classe. Marx et Engels ont toujours soutenu l'idée que la République nobiliaire polonaise (la Rzeczpospolita) constituait « un pas de géant en avant par rapport à l'autocratie russe ». Pourquoi ? Parce qu'ils qualifient l'autocratie moscovite de despotisme absolu, dans lequel il n'existe aucune garantie juridique pour aucune classe sociale, et que l'ensemble de la population se trouve dans une situation d'absence de droits face au monarque (Karl Marx incluait également la noblesse russe parmi les esclaves du tsar).

Marx et Engels n'idéalisent pas la noblesse polonaise. Ils comprennent parfaitement que le remplacement d'un seigneur russe par un seigneur polonais ne change rien à la situation sociale du paysan : « Même si le seigneur polonais n'est plus dominé par le seigneur russe, le paysan polonais aura toujours, comme auparavant, un propriétaire foncier, certes libre et non asservi. Ce changement politique ne changerait rien à la situation sociale du paysan polonais ». Cependant, ils n'en concluent pas que l'indépendance polonaise est inutile, mais que le mouvement de libération nationale (même dirigé par l'aristocratie) est une condition préalable indispensable à la poursuite de la lutte sociale. L'exemple hongrois en est une illustration : même si la révolution hongroise de 1848 était « purement nobiliaire », cela ne justifie pas sa répression par la monarchie autrichienne, qui opprime tant la noblesse que les paysans.

Dans la logique marxiste de cette période, le critère d'évaluation essentiel est de savoir quel système ouvre la voie à un développement ultérieur. Ils considèrent l'autocratie russe comme un despotisme « asiatique » qui a figé le servage et les relations féodales pendant des siècles. La république nobiliaire polonaise, malgré tous ses défauts, s'inscrivait dans la tradition politique européenne, sur la base de laquelle il était possible d'aller de l'avant (Marx citait comme exemple d'un tel progrès la Constitution du 3 mai 1791) :

« La Constitution a suffisamment ébranlé les privilèges de l'aristocratie pour la pousser à trahir ouvertement la Pologne au profit de la Russie, et en même temps, elle était trop superficielle pour inspirer à la grande majorité de la population – la paysannerie – une guerre populaire. La loi, gravée de manière indélébile dans les annales de l'histoire mondiale, montre qu'une révolution qui se déroule dans des limites convenables pour la classe dominante, ne peut jamais triompher. La Pologne aurait toutefois pu continuer à se développer sur cette base si la Russie n'avait pas été aidée par la rébellion de l'aristocratie polonaise, la trahison de Stanislas Poniatowski, l'amant de Catherine, le retrait de l'Angleterre et la perfidie de la Prusse ».

Dans un texte sur Guizot, les classiques du marxisme établissent un parallèle avec la Révolution française, qui était elle aussi « conservatrice » à ses débuts (restauration des États généraux, défense des anciennes lois et coutumes), mais c'est précisément ce début conservateur qui a conduit par la suite à des changements sociaux radicaux. Ils évaluent le mouvement polonais selon cette même logique : la lutte pour le rétablissement des formes républicaines (même aristocratiques) est une étape nécessaire sur la voie d'une véritable démocratie.

Dans ce contexte, il convient également de mentionner l'ouvrage de Friedrich Engels « Que signifie la Pologne pour la classe ouvrière ? », qui contient un postulat théorique important : la lutte des classes peut être un instrument des forces réactionnaires, si elle est dirigée de l'extérieur pour atteindre des objectifs qui ne correspondent pas aux intérêts de la classe opprimée elle-même.

Engels commence par une remarque ironique : l'Empire russe a utilisé le slogan de la « tolérance religieuse » pour justifier le démembrement de la Pologne. Or, la Russie elle-même était un pays où aucune autre religion que l'orthodoxie n'était tolérée. La Pologne, au contraire, s'était historiquement montrée libérale en matière religieuse (notamment en accueillant des Juifs alors qu'ils étaient persécutés dans d'autres pays d'Europe). Le gouvernement russe a recouru à une rhétorique hypocrite : il s'est présenté comme le défenseur des paysans orthodoxes (Ukrainiens) contre les seigneurs catholiques polonais, soi-disant dans le but de protéger leur foi et leur nationalité.

Engels note que la Russie a appliqué une méthode que l'on qualifiera plus tard de « révolutionnaire » : « On parle de la guerre de classe contre classe comme d'un phénomène extrêmement révolutionnaire ; or, la Russie a déclenché une telle guerre en Pologne il y a déjà près de 100 ans. » Pour Engels, l'exemple le plus frappant et le plus douloureux est celui de 1768, lorsque deux puissants mouvements s'affrontèrent sur le territoire de l'Ukraine : la Confédération de Bar et la Koliyivshchyna. La Confédération de Bar était une tentative désespérée de la noblesse polonaise et ukrainienne pour protéger l'indépendance de la République des Deux Nations contre le protectorat russe. Il s'agissait d'un mouvement pour la liberté politique contre le despotisme asiatique de Catherine II. Parallèlement, la Koliyivshchyna a éclaté – une insurrection grandiose des paysans ukrainiens (les Haïdamaks), poussés au désespoir par l'oppression féodale de ces mêmes magnats.

Cependant, Engels souligne le caractère réactionnaire de cette « guerre des classes » menée par les paysans pour plusieurs raisons : elle a été initiée et dirigée de l'extérieur – non pas comme une action autonome des opprimés, mais comme un instrument de la politique impériale russe. Son objectif n'était pas l'émancipation de la paysannerie, mais l'annexion de territoires. La Russie a utilisé la révolte paysanne comme un bélier contre la domination polonaise, afin d'annexer ensuite les terres ukrainiennes. Une fois l'objectif (l'annexion) atteint, les paysans ont été renvoyés en servage : « et lorsque l'annexion a été réalisée, ces mêmes soldats russes ont de nouveau renvoyé les serfs sous le joug de leurs seigneurs ».

Ce contexte, exposé ci-dessus, constitue notre clé de compréhension de l'*Hétmanat de Vyhovsky*. Dans cette perspective, Karl Marx considère le projet d'Ivan Vyhovsky et du traité de Hadiach comme une tentative de création d'un État ukrainien sous la forme du Grand-Duché de Rus' – une structure politique qui devait devenir une « république nobiliaire » sur le modèle de la Pologne, mais avec une élite ukrainienne à sa tête.

Tout comme en Allemagne au début du 16^e siècle, la chevalerie impériale (Ulrich von Hutten, Franz von Sickingen) se présentait comme la « classe la plus nationale », cherchant à unifier l'Allemagne sur la base d'une démocratie nobiliaire, à mettre fin à la fragmentation princière et à créer les conditions d'un développement ultérieur, de même, l'officier supérieur ukrainien et les notables (le parti de Vyhovsky) ont tenté de créer leur propre État, qui serait devenu le cadre politique du développement national.

Dans cette logique : le parti de Vyhovsky (fédératif, pro-polonais) était le porteur d'un projet d'État qui, malgré son caractère aristocratique, constituait un « pas de géant en avant » par rapport aux alternatives – soit le retour à la domination polonaise directe (avec toutes ses oppressions sociales), soit l'annexion par la Moscovie (avec son despotisme autocratique). Le « parti moscovite » (Pouchkar, Barabach, la

plèbe zaporogue) s'appuyait sur les couches les plus pauvres : les simples Cosaques, les gens du peuple, les marginaux sociaux qui fuyaient vers la Zaporogue. Cependant, selon Marx, cette « plèbe » n'agissait pas en tant que force révolutionnaire autonome, mais comme un instrument entre les mains de la Moscovie, qui utilisait la lutte sociale pour affaiblir l'Ukraine et procéder à son annexion ultérieure.

Marx constate qu'en Ukraine, entre 1657 et 1659, le même antagonisme qu'en Allemagne entre 1522 et 1526, dans la République des Deux Nations entre 1768 et 1772, et en Pologne en 1830 et 1846 : l'impossibilité d'une alliance entre la noblesse (ou la haute noblesse, qui aspire à devenir la nouvelle noblesse) et la paysannerie (les Cosaques). Tout comme en Allemagne, où la chevalerie ne pouvait rallier les paysans à sa cause, car elle n'était pas prête à renoncer à ses droits féodaux, il en allait de même en Ukraine : la haute noblesse (Vyhovsky et ses partisans) aspirait à obtenir les droits de la noblesse, à créer un ordre privilégié et à préserver la hiérarchie sociale. Les paysans et les simples Cosaques, qui espéraient l'égalité générale au sein de la communauté cosaque, se retrouvaient dans ce cas exclus, relégués au rang de simples roturiers, privés de leurs droits. Cette contradiction rendait impossible ce « contrat civique » nécessaire à la construction d'un État ukrainien indépendant.

Karl Marx a toujours évalué le rôle de la paysannerie en fonction de la politique qu'elle soutenait objectivement. En Allemagne, entre 1522 et 1526, la paysannerie s'est présentée comme une force révolutionnaire autonome, dirigée contre l'oppression féodale dans son ensemble. C'est pourquoi Marx se rangeait de son côté contre les princes et la noblesse. En Pologne, en 1830 et 1846, la paysannerie, attisée par l'Autriche et la Russie, s'est opposée à la révolte de la noblesse, devenant de fait l'instrument des forces contre-révolutionnaires (comme lors du massacre de Galicie de 1846, lorsque les autorités autrichiennes ont incité les paysans ukrainiens à assassiner les insurgés polonais issus de la noblesse). En Ukraine, entre 1657 et 1659, un rôle similaire a été joué par la « plèbe » (les simples Cosaques, les gens du peuple, les Zaporogues) qui, en s'orientant vers Moscou, a objectivement sapé la construction de l'État ukrainien et facilité l'intervention moscovite.

Compte tenu de cette logique, Marx considérait que le projet de Vyhovsky (le traité de Hadiach, la création du Grand-Duché de Rus') était la meilleure des alternatives possibles pour l'Ukraine de l'époque, car il proposait l'indépendance nationale sous la forme d'une fédération (et non l'incorporation ni à la Pologne, ni à la Moscovie). Il créait une structure politique (le Grand-Duché de Rus, sur un pied d'égalité avec la Pologne et la Lituanie) qui aurait pu servir de base aux futures luttes de classes en Ukraine.

Tout comme Marx et Engels avaient soutenu la « caste aristocratique » dans la question polonaise en 1830, car la république nobiliaire polonaise

constituait tout de même un pas de géant en avant par rapport à l'autocratie russe », de même, dans le cas ukrainien, le parti de Vyhovsky était le porteur d'un projet d'État national, tandis que ses adversaires du « parti moscovite » – même s'ils se présentaient au nom des classes populaires – servaient objectivement l'expansion impériale, qui a finalement conduit à la liquidation de l'autonomie ukrainienne et au renforcement du servage.

Dans la vision marxiste, la tentative de construction d'un État ukrainien a échoué en raison d'une contradiction insurmontable entre les aspirations étatiques de la noblesse (qui aspirait aux privilèges nobiliaires) et les attentes sociales de la paysannerie et des simples cosaques (qui aspiraient à l'égalité générale). Cette contradiction a été exploitée par la Moscovie, qui a soutenu la « plèbe » pour affaiblir le pouvoir de l'hetman, puis, une fois ses objectifs atteints, a replongé la paysannerie dans le servage. En ce sens, la Moscovie a joué le même rôle honteux que celui joué par les princes allemands lors de la Grande Guerre des paysans de 1525.

Il est important de comprendre que l'orientation de la « plèbe » ukrainienne vers la Moscovie n'était en aucun cas une manifestation de sympathie à son égard ou d'indifférence nationale. Comme indiqué plus haut, le peuple ukrainien considérait les Moscovites avec une profonde méfiance et une grande hostilité, voyant en eux des étrangers et des adversaires dont les coutumes et le comportement arbitraire ne suscitaient que de l'irritation. C'est pourquoi le soutien au parti moscovite, du point de vue de Marx, n'était pas le résultat d'un amour pour Moscou, mais le fruit d'une profonde illusion historique.

Il faut également souligner que Marx considérait le rôle de la « plèbe » ukrainienne comme réactionnaire uniquement dans le contexte de la guerre civile de 1657-1659, lorsqu'elle est devenue l'instrument de l'intervention moscovite dans le conflit interne entre les deux partis. Cela ne signifie toutefois nullement qu'il ait nié le caractère populaire du mouvement cosaque lors des étapes précédentes – en particulier avant 1654. Dans la vision de Marx, la révolte de Khmelnytsky apparaît avant tout comme un grandiose soulèvement populaire qui a soulevé toute l'Ukraine contre la domination polonaise. Il constate qu'au stade initial, « tous ses habitants sont des Cosaques à part entière », c'est-à-dire que la stratification sociale n'avait pas encore eu le temps de détruire l'unité interne, et le mouvement cosaque était véritablement un soulèvement populaire pour la liberté.

De plus, Marx ne limite pas la portée du mouvement cosaque (après 1638) au seul territoire ukrainien. Dans son résumé de l'histoire de la Pologne, il qualifie explicitement cette période d'ère des « guerres civiles » (*Bürgerkriege*) à l'échelle de toute la République des Deux Nations. Il s'agit là d'une précision importante : Marx ne qualifie pas les

événements qui ont débuté après l'asservissement et la catholicisation des Cosaques exclusivement de soulèvement paysan ou de guerre de libération nationale. Il y voit plutôt un phénomène plus large : une guerre civile qui a touché différentes couches de la population et différentes régions de l'État. Une telle caractérisation permet de sortir le mouvement cosaque du contexte strictement ukrainien et de le considérer comme un élément du bouleversement général qui a frappé la République des Deux Nations au milieu du 17^e siècle. Il est révélateur que ce soit précisément à l'époque de la révolte de Khmelnytsky qu'une révolte paysanne dirigée par Kostka Napierski éclata en Petite-Pologne. Ainsi, le mouvement cosaque apparaît, selon son interprétation, comme l'un des fronts clés de la guerre civile générale qui a déchiré la République des Deux Nations de l'intérieur.

Il convient ici de faire une remarque importante. Le nom officiel – « la République des Deux Nations », c'est-à-dire l'union du Royaume de Pologne et du Grand-Duché de Lituanie – était complexe et lourd, c'est pourquoi une forme simplifiée – « la Pologne » – s'est rapidement imposée dans le langage courant de Marx et Engels. Ce contexte historique est extrêmement important lorsque nous nous penchons sur la vision marxiste de notre histoire. Friedrich Engels indiquait clairement que « la Pologne n'était pas un pays homogène. À l'époque où la Grande-Russie tomba sous le joug mongol, la Biélorussie et la Petite-Russie [Ukraine] trouvèrent une protection contre l'invasion asiatique en s'unissant au soi-disant Duché de Lituanie. Ce duché s'est par la suite volontairement uni à la Pologne ».

En d'autres termes, lorsque les classiques du marxisme parlaient de l'histoire de la Pologne, ils ne faisaient pas référence à l'histoire de la République des Deux Nations en tant qu'État national ethniquement polonais, mais précisément à la République des Deux Nations en tant qu'union étatique entre Polonais, Ukrainiens, Biélorusses et Lituanien. Il devait s'agir d'une union fondée sur un héritage historique commun et l'espace civilisationnel européen – car, selon les mots d'Engels, « à l'est du Dniepr commencent de grandes différences "asiatiques" par rapport aux territoires situés à l'ouest de celui-ci ». Cela montre clairement que la conception qu'avaient Marx et Engels des Ukrainiens, des Biélorusses et des Lituanien les incluait parmi les peuples européens, sans les reléguer à la périphérie civilisationnelle.

C'est de cette logique que découle également la portée politique de la célèbre phrase d'Engels : « Une Pologne sans la Galicie, une Pologne qui ne s'étend pas de la mer Baltique aux Carpates, ce n'est pas la Pologne ». Par une telle « Pologne », il entendait non pas un État réduit à une seule ethnie, mais un espace capable d'unir différents peuples dans une lutte commune contre les forces réactionnaires venues de l'Est. La Pologne, en tant qu'État ethnocratique, n'avait pas et n'a toujours pas la chance historique de jouer le rôle d'avant-garde de la révolution démocratique paneuropéenne.

Lorsque nous analysons le regard de Marx sur le mouvement ukrainien du 17^e siècle, il convient de noter que Karl Marx l'envisage précisément sous ces deux aspects : d'une part, comme une composante de la guerre civile générale au sein de la République des Deux Nations, c'est-à-dire un conflit entre différents groupes politiques et sociaux de citoyens d'un même État – indépendamment de leur appartenance ethnique. Dans cette optique, la République des Deux Nations apparaît comme un système politique complexe, au sein duquel les terres ukrainiennes, polonaises, lituanaises et biélorusses étaient intégrées dans un mécanisme étatique unique. En conséquence, la guerre des Cosaques contre le gouvernement de la noblesse est considérée comme un conflit interne à cette communauté politique – une guerre civile au sein d'une entité étatique fédérative, où différentes régions et différents États défendaient des modèles incompatibles d'ordre social et politique. De ce point de vue, la cavalerie ukrainienne n'apparaît pas comme un acteur extérieur à la République des Deux Nations, mais comme l'une de ses forces politiques internes, provoquant une révolte contre le modèle de gouvernance dominé par la noblesse. La République des Deux Nations, dans cette acception, est autant un État polonais qu'un État ukrainien, tout comme elle est lituanienne et biélorusse. Autrement dit, son essence politique ne se réduit pas à une seule ethnie ou à un seul centre, mais se définit comme un espace étatique commun à plusieurs peuples politiques, qui coexistaient au sein d'une structure fédérative unique, bien que marquée par des conflits internes

D'un autre côté, dans le contexte intra-ukrainien, ce même processus peut être considéré comme une forme précoce de projet de construction étatique, dans lequel la communauté cosaque tente de passer d'un statut militaro-social à celui d'un sujet politique présentant les caractéristiques d'une souveraineté distincte. Il s'agit de la formation progressive d'institutions, d'administration et de légitimité politique, qui permettent de concevoir le territoire cosaque comme un centre de pouvoir distinct potentiel – à l'instar de la manière dont la Lituanie ou la Pologne fonctionnaient comme des composantes, mais relativement autonomes, de la République des Deux Nations fédérative.

Dans cette double perspective, la révolte de Khmelnytsky apparaît à la fois comme une guerre civile interne au sein de la République des Deux Nations et comme le processus d'émergence d'un projet politique ukrainien distinct. Ces deux dimensions ne se contredisent pas, mais se superposent plutôt : un même événement historique peut être interprété à la fois comme une lutte pour la restructuration d'un État fédéral commun de l'intérieur, et comme un mouvement vers la formation d'un nouvel organisme étatique au sein de ce même système politique.

Marx considère 1654 comme un tournant décisif, lorsque Khmelnytsky, « craignant de mener une lutte de longue haleine », conclut un accord avec la Russie, ce qui, selon lui, constituait une manifestation

d'opportunisme et un abandon de la longue lutte de libération. C'est précisément après cet événement, et surtout après la mort de l'hetman en 1657, que les contradictions sociales au sein de la communauté cosaque s'exacerbèrent jusqu'à frôler la guerre civile ouverte. Ce n'est pas un hasard si Marx fait remarquer qu'après 1654, l'Ukraine n'était que « unie à la Russie en apparence » – c'est-à-dire qu'en son for intérieur, elle conservait son caractère autonome, et que le mouvement populaire n'était pas encore définitivement subordonné aux intérêts de Moscou. Ainsi, dans l'analyse de Marx, il convient de distinguer deux étapes : la période héroïque de la lutte populaire (1648-1654), durant laquelle la paysannerie et la communauté cosaque ukrainiennes agissaient comme une force révolutionnaire unifiée, et la période de la guerre civile (1657-1659), durant laquelle cette même « plèbe » s'est retrouvée dans le rôle d'une force destructrice qui, objectivement, a joué en faveur de l'expansion moscovite.

En Moscovie – pays de servage total, où tous sans exception étaient les « serfs » du tsar -, les masses populaires ukrainiennes ont vu l'incarnation trompeuse de l'égalité. Sa barbarie asiatique, l'absence d'une hiérarchie sociale développée, le mépris de toute forme juridique – tout cela était perçu à travers le prisme de la simplicité spartiate, comme une réfutation de la somptuosité et du luxe social du monde de la noblesse polonaise. Si la République de Pologne était un espace d'antagonisme ouvert – entre le maître et le serf, entre le catholique et l'orthodoxe, entre le noble et le roturier –, la Moscovie a su envelopper ce même antagonisme dans une forme qui apparaissait comme une égalité trompeuse face au despote. Il s'agissait d'une profonde supercherie, à laquelle la paysannerie et les Ukrainiens pauvres se sont soumis non pas par trahison ou par indifférence nationale, mais par un désir sincère, bien qu'erroné, de trouver leur propre chemin vers la liberté. Ils ne se battaient pas pour Moscou, mais pour leur propre conception de la justice, pour l'Ukraine qu'ils voyaient dans leurs rêves – et en ce sens, leur sacrifice n'était pas moins sincère que celui de ceux qui se sont battus sous les drapeaux de Vyhovsky. C'est précisément cette contradiction tragique – entre les intentions sincères et les conséquences objectives de leurs propres actions – qui fait de la guerre civile ukrainienne de 1657-1659 non seulement un conflit politique, mais aussi une véritable tragédie de l'histoire.

En un mot : l'histoire ukrainienne du 17^e siècle est une tragédie de l'impossibilité de concilier le projet étatique de l'élite avec l'énergie révolutionnaire des masses populaires. En raison de cette contradiction, la ligne étatique a essuyé un échec, tandis que la révolte sociale du peuple, dépourvue de projet étatique propre, a objectivement joué en faveur des forces extérieures.

« Les Cosaques et la bourgeoisie urbaine disposaient de nombreux atouts pour devenir les vecteurs de nouvelles relations sociales bourgeoises. La

noblesse polonaise et les féodaux grand-russes ont écrasé la révolte de Khmelnytsky. Cette défaite a longtemps déterminé le sort de l'Ukraine, qui s'est transformée en colonie de la Grande Russie. »

« La guerre civile a ébranlé l'Ukraine physiquement et moralement. »

Galenkin Roman Maksimovich, 17 mai 2026

Publié par ResPublica <https://respublica.social/>

Traduction Patrick Le Tréhondat

Liste des sources utilisées

Archives de Marx et Engels. T.VIII : Derzhpolitvydav, 1946. p.154.

Engels F. Le panslavisme démocratique.

Engels F. La politique étrangère du tsarisme russe.

Engels F. Lettre à K. Marx du 15 juillet 1865.

Engels F. Sur la question polonaise.

Engels F. La guerre paysanne en Allemagne.

Engels F. Qu'est-ce que la Pologne a à voir avec la classe ouvrière ?

Engels F. La *Kölnische Zeitung* sur la lutte des Magyars.

Marx K. L'hetmanat de Vyhovsky.

Marx K. Notes de Karl Marx sur l'« Histoire de la Pologne » de Joachim Lelewel – préparées pour la publication par Nina Assorodobray // Archives d'histoire de la philosophie et de la pensée sociale. 1959. N°4.

Marx K. La Pologne, la Prusse et la Russie.

Marx K. Sur la question polonaise.

Marx, K. Stepan Razin.

Skrypnyk, M. O. La Cosaque rouge.

Tomsynsky, S. G. À propos de la question de l'« ancien » et du « nouveau » féodalisme.

Shcherbak, V. O. La Cosaque ukrainienne : formation d'un état social.

1 En 1569, le royaume de Pologne s'est uni au grand-duché de Lituanie pour former la République des Deux Nations (1569), qui est devenue l'un des plus vastes pays d'Europe, comprenant l'Ukraine et la Biélorussie. NdT.

2 Une partie des Cosaques ukrainiens, acceptés pour le service militaire par les autorités de la République des Deux Nations (Pologne-Lituanie) étaient inscrits sur une liste ou registre, d'où leur nom – Cosaques enregistrés. NdT.

3 Bohdan Khmelnytsky (1595-1657), chef militaire et politique des Cosaques d'Ukraine, est à l'origine d'un soulèvement contre la noblesse polonaise en 1648, puis d'un rapprochement entre les Cosaques et la Russie (ou « Moscovie ») par le traité de Pereïaslav, en 1654. Bohdan Khmelnytsky devient après sa mort une véritable légende, symbole de la résistance cosaque et héros ukrainien. Ndt.

[4](#) La Zaporogueie, « Zaporijjia » ou « Zaporojjia », région historique du centre-est de l'Ukraine, située en amont des rapides du Dniepr. Du XVI^e au XVIII^e siècle, la région de Zaporogueie a fonctionné comme un territoire cosaque quasi-républicain et semi-indépendant. NdT.

[5](#) Un privilège urbain venu de Saxe. Ce droit des municipalités, droit à l'autonomie gouvernementale, fut à l'origine de la formation nationale en Ukraine distincte des cités russes sujettes à une autre réalité juridique. NdT.